



Inventons notre monde !

Éditorial

Même chez les militants les plus acharnés, on entend de plus en plus de gens dire qu'ils ne croient plus au Grand soir, et encore moins à la Révolution. Personnellement, ça me chagrine. Nul ne semble s'être rendu compte que le Grand soir, c'était hier, et que nous sommes déjà en pleine révolution. Je ne parle pas de la révolution technologique qui nous a amenés à des vies totalement dépendantes de la machine. Je ne parle pas non plus de ces révolutions printanières qui fleurissent partout dans le monde, et se terminent souvent en bains de sang, au nom de l'ordre à rétablir ou d'une religion à imposer. Non, je veux vous parler du Grand soir d'hier, quand après des semaines de rencontres sur les places des villes du pays, les soirées familiales n'avaient plus le même goût, plus la même odeur. Ce Grand soir où nous sommes sortis de chez nous pour parler avec les autres malades de ce monde, de ces cancers qui nous rongent, le plus répandu étant celui du burn-out.

Aux grands maux, les grands remèdes

Pas besoin d'attendre d'avoir cinquante ans, aujourd'hui, ce fléau atteint les plus jeunes, pour peu qu'ils aient trouvé du travail. Mais il paraîtrait que les jeunes ne veulent plus travailler, ils préféreraient être des assistés. Et que dire de tous ces gens qui profitent de leurs allocations pour multiplier les Grands soirs et partager leurs espoirs ? Je nous dis bravo, et continuons les combats. Continuons de semer nos envies, nous en récoltons déjà les fruits, savourés, chaque Grand soir, au nez et à la barbe des états d'urgence successifs. Nous n'avons pas les mêmes urgences que l'État. La sécurité ne se gagne pas par le déploiement de forces armées dans les rues, preuve en est le nombre de morts, ici ou ailleurs. La vraie sécurité serait que chacun ait un toit, et puisse manger à sa faim, ici ou ailleurs. La vraie sécu-



Illusion d'optique ou réelle mutation, le monde changerait-il de bases ? Nous ne sommes rien, soyons tout !

rité serait de partager le travail et surtout, de le choisir. De ne plus en être la victime, d'en devenir acteur, pour le plaisir.

Invertissons l'énorme

Nos urgences ne relèvent plus de l'État, car celui-ci s'obstine à nous faire croire que le danger vient d'ailleurs. Il n'a rien compris, ou fait semblant. Il nous revient de prendre nos urgences à bras-le-corps. L'urgence de consommer moins de tout, car nous crèverons de cet autre cancer, qui en réalité

est le même. Trop de tout, trop de travail, trop de bouffe, trop d'électricité, trop d'eau, trop de soumissions... Le cancer du trop.

Alors, un peu partout dans le pays, dans les villes comme à la campagne, des idées et des initiatives fleurissent. Des lieux abandonnés qui reprennent vie, des monnaies locales, des systèmes d'échanges de besoins et de savoirs... Moins de pesticides dans les champs, moins d'essence pour faire ses courses, moins de bénéfices, moins de stress, moins

de médicaments, mais aussi, plus immédiatement, le fort sentiment qu'en cette prochaine année électorale 2017, tout peut arriver. Le monde politique continuera de tourner en rond, la sphère médiatique ne cessera de l'entraîner dans son tourbillon. C'est à contre-courant, en continuant de partager nos idées, de créer, d'occuper les lieux, de penser nos vies et d'échanger nos savoirs que nous inverserons le sens de la spirale.

Ma Dalton

Tour de France

par Bison futé

Notre-Dame-des-Landes Le président de région des Pays-de-la-Loire aurait bien aimé interdire les sessions de formation à la défense de la ZAD, menaçant d'en poursuivre les participants. Raté ! Dès le premier week-end, plus de 70 personnes étaient présentes pour découvrir la zone, imaginer des actions créatives ou apprendre à connaître ses droits. Formations jusqu'au mois d'octobre. <http://zad.nadir.org/>

Bure Mais que va-t-on faire de nos déchets nucléaires ? On pourrait les mettre en Meuse ! Ah ben non, ils sont pas d'accord non plus ! C'est énervant à la fin tous ces gens qui se battent pour dé-

fendre la qualité de leurs lieux de vie. Là aussi, ils se sont mobilisés plus que jamais durant l'été, et ce n'est pas terminé. www.vmc.camp
Douarnenez Sur la plage des Dames, on se baigne comme on veut, quand on veut et avec qui on veut ! À l'initiative du Planning familial, une trentaine de personnes se sont baignées tout habillées pour dénoncer l'absurdité des arrêtés anti burkini. Robe noire, foulard, passe-montagne, pyjama... La baignade fut joyeuse, histoire de pointer avec humour et dérision, le grotesque des interdictions, sans cautionner le burkini, mais en respectant celles qui le portent.

Aurillac Les festivaliers de rue



n'ont pas reconnu la ville cette année. Grilles anti-émeutes, vigiles, militaires, polices, les contrôles et les fouilles étaient permanents et l'atmosphère étouffante. Au 2^e jour la colère est montée et le lendemain l'affrontement a inévitablement eu lieu. Les lacrymogènes ont attisé les braises, avant que l'ordre ne vienne d'en haut : retrait des troupes immédiat. *Aurillac outragée ! Aurillac brisée ! Aurillac martyrisée ! Mais Aurillac libérée !*

Petite histoire de la Maison du peuple

Haut lieu de luttes sociales et d'émergences culturelles depuis un siècle, la MDP n'est plus que l'ombre d'elle-même. La mairie de Rennes tente un nouveau coup d'intimidation avec une note plutôt salée.

T'as pas 100 balles ?

Afin d'indemniser les commerçants rennais des baisses de chiffres d'affaires subies au printemps, la ville et Rennes Métropole leur ont octroyé 350 000 €, en plus des 600 000 € versés par l'État. Dans le même temps, non satisfaite d'avoir fait évacuer la Maison du peuple à deux reprises par les forces de l'ordre, la mairie réclame la somme de 46345 € pour de prétendues dégradations dans les lieux. À noter qu'aucun état des lieux de sortie n'a été effectué à ce jour. Le peuple, pour qui le syndicat Solidaires 35 s'est porté garant en signant une convention d'occupation, devrait ainsi payer le bétonnage des fenêtres et des portes que la mairie a commandité ! Soyons sérieux. Ce patrimoine est le symbole des luttes sociales et culturelles rennaises depuis le début du XX^e siècle, il doit le rester.

Elle est à qui la Maison du peuple ?

En 1863, en France, les ouvriers obtiennent le droit de réunion. En 1887, la première bourse du travail est créée à Paris. Après Nantes et Saint-Nazaire, celle de Rennes ouvre en 1893 au café central, place du Champ-Jacquet. Par manque de place, la bourse déménage, en 1909, dans l'ancien couvent des Carmes, rue Hoche. 1911 Les 31 syndicats réunis, forts de leurs 5 000 adhérents, forment une société civile immobilière (SCI) et fondent la Maison du peuple. L'objectif étant de la rendre propriétaire des lieux et de s'affranchir ainsi du pouvoir municipal. La



Élévation de la façade pour le projet de la future Maison du peuple.

Mdp rachète à la ville des terrains et un bâtiment, 8 rue Saint-Louis.

1918 Dans l'attente d'un véritable projet de construction, un hangar de 500 places, dédié aux réunions, est enfin édifié.

1919 En reconnaissance du « bon comportement de la classe ouvrière pendant la guerre », Jean Janvier, maire de Rennes, fait voter le principe de construction d'une salle de réunion pouvant accueillir 1 600 personnes.

1925 Pour le décor de la salle, une fresque est commandée au peintre Camille Godet. Le 19 avril, la Maison du peuple est inaugurée en présence de Léon Jouhaux, secrétaire confédéral de la CGT.

1926 Les conseillers municipaux votent la création d'un dispensaire. Plus de 2 000 consultations gratuites par an y sont recensées.

1930 Une troupe de théâtre, une chorale et un « cinéma du peuple »

sont proposés. Durant plusieurs années, elle accueille aussi des conférences, des débats, des spectacles scolaires ou amateurs.

1936 Lors du Front populaire, la Maison du peuple est au cœur du mouvement, elle voit affluer les ouvriers. Les cahiers de revendications y sont rédigés et de grandes réunions syndicales s'y déroulent.

1938 Un bâtiment, en prolongement de la salle, et un autre, en bordure de la rue Saint-Louis, sont construits. Ils sont inaugurés le 3 juillet, et une grande fête populaire est organisée au parc du Thabor.

1964 La ville se réattribue la gestion de la salle qui devient une « maison commune servant à toutes les associations. »

1965 La Maison du peuple est rebaptisée salle de la Cité.

1974 La salle est le théâtre d'événements socio-culturels impor-

tants, tel la projection du film *Histoire d'A*, marquant un moment symbolique dans les luttes féministes rennaises pour la libéralisation de l'avortement.

1979 Première édition des *Trans Musicales de Rennes* les 14 et 15 juin. La salle reste un haut lieu de découvertes musicales pendant plus de 30 ans.

1997 La fresque de Camille Godet, redécouverte, est restaurée, puis classée aux monuments historiques.

2011 L'Union départementale de la CGT quitte la Maison du peuple.

2013 Le bâtiment qu'elle occupait est démoli pour faire place à un projet de maison de quartier et d'une crèche.

2014 La salle de la Cité rouvre ses portes, les spectacles en soirée y sont limités, des syndicats s'y réunissent régulièrement.

2016 Au printemps, la salle est occupée par différents mouvements rennais : étudiants, syndiqués, nuitdebutistes, intermittents, précaires, cantines de luttes... Au prétexte du non respect des modalités d'occupation, la Maison du peuple est évacuée le 13 mai puis, après une brève réoccupation, le 29 mai. Elle sera ensuite vidée, fermée, et gardée par des vigiles durant plusieurs semaines, avant que toutes ses ouvertures soient murées.

À l'automne, exigeons sa réouverture immédiate et entamons une réelle discussion avec la mairie pour la création rapide d'un lieu alternatif, libéré du joug municipal.

Ma Dalton

d'après les archives municipales

Global trotteur

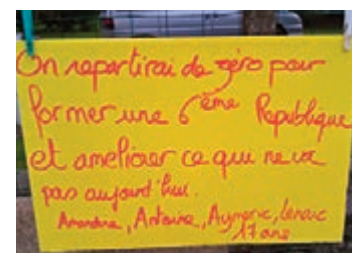
par la voisine

Je vous écris de mon bled

Dans mon village, on cause pas de tous vos trucs là, les nuits debout, la loi travail et son monde, tout ça... Les manifestations, seuls quelques agriculteurs montent parfois jusqu'à Laval pour y participer. Ils vont plutôt au Salon, à Paname. La loi travail ici, on n'en cause pas, parce que les politiciens, ils font ce qu'ils veulent de toutes façons. Et puis, dans mon bled, le FN dépasse souvent les

20 %, alors c'est certainement pas ici qu'on va se fatiguer à ne pas dormir la nuit et faire les guignols sur les places, ou perdre des journées de salaire à faire grève. Non, ici, on bosse, et plutôt dur, alors les profiteurs de la société, ceux qui veulent pas travailler dans ces conditions, ils n'ont qu'à venir voir ce que c'est d'être agriculteur, maçon ou médecin de campagne ! Pendant ce temps-là, dans le bled

d'à côté, il y a des deboutistes qui se réunissent les vendredis soir pour causer sur la jolie place de l'église. Chacun amène de quoi grignoter ou à boire et tous s'installent autour d'une nappe colorée pour se raconter. Des fois, ils ne sont pas plus de quatre ou cinq, mais ils n'ont jamais lâché l'affaire depuis le 39 mars. Certains dimanches, ils se font « porteurs de paroles ». Ils recueillent les paroles



des passants et les transcrivent sur de grands panneaux colorés. Les gens sont contents de voir ainsi leurs mots affichés. Ce n'est pas grand-chose, mais je crois que ça fait du bien à tout le monde.

Il était une fois le début de la fin

Vous ne le saviez peut-être pas, mais nous pouvons désormais communiquer avec un futur proche. La preuve, nous avons retrouvé cet article, daté de septembre 2017, dans les préarchives de la Torch'.

Annales

Ce qui était bien avec le dernier gouvernement de la V^e République, c'est qu'il n'avait rien vu venir. La réalité du quotidien des *sans-dents* lui avait totalement échappé, mais il était certain de tenir le bon bout. Il allait enrayer le chômage en supprimant les droits fondamentaux des travailleurs, abusant du 49-3 (ancien article constitutionnel permettant le vote d'une loi sans débat à l'Assemblée). Il allait accroître la compétitivité des entreprises en réduisant leurs charges, surtout sur les bas salaires. Ça coûterait moins cher et cela permettrait de ne pas faire évoluer les fiches de paye.

Ce gouvernement, obnubilé par la sécurité, avait fait appel aux citoyens pour intégrer une « garde nationale », troupe de civils volontaires prêts à soutenir les professionnels (gendarmes, policiers et militaires). On aurait pu y voir une sorte de milice citoyenne délatrice, surveillant les faits et gestes de la population, mais comment imaginer de telles intentions venant d'un gouvernement socialiste ? Non, l'affaire relevait de la sécurité nationale avant tout.

Ras-le-bol général

Pendant ce temps-là, naissait le premier mouvement révolutionnaire français du 21^e siècle.

Des milliers de personnes étaient restées mobilisées durant des mois, imaginant des solutions pour un monde différent.

Cela faisait plusieurs années que le Président, élu il est vrai un peu par défaut, leur faisait des entourloupes. Un aéroport ici, une centrale nucléaire là, des camps de réfugiés inhumains, des accords commerciaux douteux, des cités à l'abandon, des industries sacrifiées, une course du chômage en hausse incessante... Autant dire que cela commençait à bien faire ! Au début, ceux que l'on n'appelait pas encore la relève citoyenne étaient venus, comme à une banale manifestation contre une loi nommée travail. Cette loi prévoyait jusqu'à dix heures de travail par jour et 40 heures par semaine pour les mineurs apprentis. Elle augmentait la durée maximale de travail de nuit. Elle facilitait le recours



La rue Saint-Michel à Rennes, en 2016, peu après les mobilisations historiques contre les traîtres.

au temps partiel contraint. Cette loi augmentait le nombre de semaines consécutives où l'on pouvait travailler 44 ou 46 heures. Tout cela avait finalement été retiré après moult manifestations et négociations.

Quand le 21 juillet 2016, la loi fut adoptée sans vote lors d'un ultime tour de 49-3, elle permettait à une entreprise de lancer un plan social en l'absence de difficultés économiques, ou d'imposer une mesure par référendum, contre l'avis de 70 % des syndicats. Les durées de congés pour maladie ou handicap d'un proche, pour cause de catastrophe naturelle, ou lors d'un congé sabbatique, n'étaient plus garanties par la loi. **De plus, les négociations annuelles sur les salaires pouvaient n'être organisées que tous les trois ans !**

Les heures complémentaires des temps partiels seraient moins payées et leurs horaires pourraient être changés trois jours avant. En cas de trop-perçu, Pôle emploi avait eu l'autorisation de se rembourser par prélèvement sur les comptes bancaires des chômeurs. Ceux-ci se voyant octroyer deux fois moins d'indemnités (six mois au lieu de douze) en cas de licenciement suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

Pour finir, ce que l'on appela alors l'inversion de la hiérarchie des normes, soit la primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, permettait d'autres excès au bénéfice des patrons : baisser les salaires et changer le temps de travail, diviser par cinq la rémunération des heures supplémentaires, passer de 10 à 12 heures de travail par jour. Et peu importait l'accord du salarié, car il n'y avait plus de dommages et intérêts minimums (six mois de salaire) en cas de licenciement injustifié.

Retour de flammes

Obsédé donc par la sécurité des biens (de ceux qui en avaient) et la sécurité de l'emploi (à l'usage des patrons), le Président de la République et son gouvernement n'avaient rien vu venir, traitant la relève citoyenne comme un vulgaire mouvement de bobos excités. Tout l'été, les agités avaient profité de cet aveuglement gouvernemental pour préparer la suite du mouvement protestataire. Ils continuaient d'élaborer des projets, de nouvelles façons d'envisager l'avenir, la démocratie, le travail, et parfois même, une nouvelle constitution. Ils se rencontraient en forêt, aux ZAD ou sur les places des villes. Ils lisaient bien plus qu'auparavant, des expériences

alternatives, des pensées philosophiques, des solutions économiques. Ils parlaient, de leur passé, d'un futur et de leurs vies dans tout ça. Ils se préparaient à en découdre encore, ils n'avaient plus rien à perdre. C'est comme cela qu'en un peu plus d'une année, tout est arrivé.

N'oubliez pas ! C'est grâce à toutes les mobilisations, jamais éteintes, que nous vivons aujourd'hui le début d'une nouvelle ère. À la vôtre !

Louise Michel



Retrouvez tout le programme de la semaine des luites sur www.expansive.info

Bilan des révoltes populaires au Liban

Après des décennies de guerre, le Liban a été le premier pays méditerranéen à se soulever en 2005. Entre crise des poubelles et corruption généralisée, le renouvellement politique émerge lentement.

De notre envoyé spécial

Quand l'injustice devient la loi, la rébellion est un devoir. Le devoir d'une classe dirigeante consiste en la bonne gestion de son pays, alors que celui de la classe politique est voué à l'amélioration de son bien-être. Depuis trop longtemps, ni l'une ni l'autre ne font leur job et pis encore, elles se confondent inexorablement, à travers le prisme de leurs propres intérêts, dans un contexte de globalisation financière effrénée. Par-ci, par-là, on voit en ce début de troisième millénaire des révolutions éclater face à des élites installées, de plus en plus corrompues, tant par le pouvoir que par l'argent, et sans même s'en cacher. C'est un constat que font tous les peuples du monde, les uns à la suite des autres.

Réaction en chaîne

Dans les années 2000, l'Amérique latine connaît une vague de gouvernements populaires qui change la couleur politique du continent. A la suite du soulèvement tunisien de décembre 2010, le pourtour méditerranéen s'embrase. L'Europe littorale du sud amorce sa métamorphose politique à retarder-

ment, plus pacifiquement, mais assurément. La France, entre occident et orient, vient d'engager, dans un retentissement mondial, sa transition citoyenne. Les printemps arabes sont en fait méditerranéens.

Révolution des poubelles

Entre orient et occident, le Liban fait figure d'exception. En 2005, il est le premier à se soulever. Son peuple s'était opposé à la pré-

sence de troupes syriennes sur son territoire, aboutissant à leur départ du Liban. Le pays connaît depuis, une période d'instabilité politique, avec l'affrontement des différentes factions de l'ancienne classe politique. La régénération politique tant attendue semble illusoire.

Malgré le retrait des troupes étrangères, cette première révolution, n'a pas su trier jusqu'au bout les déchets de son pays, et ça se sent!

Avant d'en arriver à l'insupportable crise des ordures qui dure depuis le mois de juillet 2015, les Libanais, avait déjà cherché à dénoncer la corruption érigée en règle dans leur pays. Aujourd'hui, poubelles et détritus s'amoncellent en décharges à ciel ouvert dans l'indifférence du gouvernement. La situation générale du Liban s'est putréfiée, en une seule décennie, jusqu'à dégager une réelle odeur nauséabonde.

Courants alternatifs

Depuis juin 2009, en l'absence d'élections législatives, après plusieurs autoprorogations du parlement, le droit de vote ne peut plus s'exercer qu'à l'échelle municipale. Les partis alternatifs commencent cependant à fleurir. Du mouvement citoyen *Talaat Rihatkoun* "Vous puez!", opposé au gouvernement, jusqu'à la coalition beyrouthine *Beyrouth madinati* "Beyrouth ma ville", opposée à la majorité municipale expansionniste, la société civile parvient à se structurer malgré tous les blocages politiques.

À nos ami(e)s libanais(es), tenez bon! Nos enfants vous remercieront!

La Taupe



AP Photo/Hassan Ammar

En juillet 2015, l'odeur était déjà insupportable dans Beyrouth.

Mots croisés

par Sloubit

Horizontal A. Pêchées sous casque. B. Manque d'arguments. C. Tout ce qu'ils ont, ils l'ont... Poulets américains. D. Plote au Québec. Les street medics en sont. E. Indispensables pour un avenir meilleur. F. Sens à prendre à la légère. Source d'affrontements. G. Double canal. H. Accuse ou blâme. I. Ancien peuple du nord. Aux tripes ou dans les cheveux. J. Paire nourricière.

Vertical 1. État de notre démocratie. 2. Toujours d'actualité. 3. Les morts s'y retrouvent. 4. 0-0. Vous éclaire en toutes circonstances. 5. Il brait. N'est pas jouer. 6. Peut être mineur. Cause d'OD. 7. Acronyme scolaire. Mois sans fin. 8. D'un certain jaune. Nouvellement de garde. 9. On dit qu'il fait vivre. Tableaux. 10. Escadron de protection en armes. Il est approprié.

Liens internet

Ouest-Torch' en ligne www.ouesttorch.alouest.net

Expansive Site d'information, collaboratif, anti-autoritaire en lien avec les luttes en pays rennais et alentours. www.expansive.info

Demosphère Agenda social, culturel alternatif et participatif. www.rennes.demosphere.eu

Radio croco en direct mixlr.com/radiocroco

Mutu.mediaslibres.org Portail de sites anti-autoritaires.

La suite du conte de fée paru dans le numéro 6 de la *Ouest Torch'*, sera publiée dans le numéro 8 du journal. Bisoux.

